

Considérant qu'en octobre 1999, la concertation sectorielle avec les structures pour personnes âgées, y compris les structures pour soins à domicile tels que les centres de soins de jour et de court séjour, a été finalisée et un manuel "Kwaliteitszorg in ouderenvoorzieningen" a été mis à la disposition du secteur intéressé;

Considérant qu'il a été convenu lors de la réunion du 2 décembre 2003 faisant suite à cette concertation sectorielle avec les structures pour personnes âgées, y compris les structures de soins à domicile tels que les centres de soins de jour et de court séjour, d'adapter la date d'effet du manuel de qualité aux arrangements antérieurs et de l'aligner sur les dispositions s'appliquant aux autres structures pour soins à domicile;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juillet 1985 fixant les normes d'agrément auxquelles les résidences-services, les complexes résidentiels proposant des services ou une maison de repos doivent satisfaire, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 novembre 2001, le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« L'établissement doit disposer d'un manuel de la qualité au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2005. L'administration peut se le faire communiquer sur simple demande. »

**Art. 2.** Dans l'article 4, C de l'annexe IV à l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 décembre 1998 portant agrément et subventionnement des associations et des structures d'aide sociale dans le cadre des soins à domicile, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 novembre 2001, le dernier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Le centre de soins de jour doit disposer d'un manuel de la qualité au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2005. L'administration peut se le faire communiquer sur simple demande. »

**Art. 3.** Dans l'article 9, D de l'annexe V à l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 décembre 1998 portant agrément et subventionnement des associations et des structures d'aide sociale dans le cadre des soins à domicile, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 novembre 2001, le dernier alinéa de l'article lbis est remplacé par la disposition suivante :

« Le centre de court séjour doit disposer d'un manuel de la qualité au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2005. L'administration peut se le faire communiquer sur simple demande. »

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2004.

**Art. 5.** La Ministre flamande qui a l'Assistance aux personnes dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 juin 2004.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

B. SOMERS

La Ministre flamande de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances,

A. BYTTEBIER

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3094

[C - 2004/27167]

#### 29 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions d'octroi des subsides à la recherche scientifique et technique à finalité agricole

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 3 juillet 2003 créant le Centre wallon de Recherches agronomiques et le Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques;

Vu le décret du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 décembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 décembre 2003;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 12 janvier 2004;

Vu la délibération du gouvernement wallon le 18 décembre 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trente jours;

Vu l'avis n° 36.718/4 du Conseil d'Etat donné le 5 avril 2004 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Portée et définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

2° Administration : la Direction de la Recherche de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

3° directeur général : le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

4° unité de recherche : unité de recherche d'une faculté universitaire ou d'une haute école dispensant un enseignement supérieur de type long, ou centre de recherche public ou privé réalisant des recherches à finalité agricole;

5° développement : l'activité consistant à mettre au point et à améliorer substantiellement les produits, procédés ou services issus d'une recherche ayant abouti à des résultats concrets, à les exploiter et à les diffuser, en ce compris les projets pilotes et les projets de démonstration.

**Art. 2.** Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut octroyer des subsides à la recherche à finalité agricole, soit en vue de soutenir les initiatives des unités de recherche, soit en vue de susciter des travaux de recherche à finalité agricole nécessaires au soutien de la politique agricole régionale.

#### CHAPITRE II. — Procédure d'aide aux initiatives des unités de recherche

**Art. 3.** Sur proposition du Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques, le Ministre fixe les thèmes considérés comme prioritaires pour l'octroi des subsides.

**Art. 4.** Pour qu'une demande de subsides soit reconnue éligible, elle doit répondre aux conditions suivantes :

1° le projet introduit doit consister en une proposition de recherche de base ou de recherche appliquée, à l'exclusion de tout projet de développement, d'encadrement ou de vulgarisation;

2° le projet doit relever des compétences attribuées au Ministre, en matière d'agriculture;

3° la demande doit être introduite par une unité de recherche implantée en Région wallonne, ou, si tel n'est pas le cas, la proposition de recherche peut être éligible si son impact prévisible bénéficie de façon déterminante au secteur agricole ou agroalimentaire wallon, ou à l'emploi en Région wallonne;

4° la demande doit être introduite auprès de l'Administration au moyen d'un formulaire de demande dont le modèle est fixé par celle-ci;

5° la demande doit être introduite au plus tard le 30 novembre de l'année qui précède l'année budgétaire à charge de laquelle la subvention est octroyée.

**Art. 5.** Après vérification de l'éligibilité des demandes, l'Administration notifie les refus et leur motivation aux demandeurs ayant introduit un projet non éligible.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. L'Administration évalue et cote les demandes éligibles sur la base des critères suivants :

1° la qualité de la proposition, à savoir la qualité du programme de travail et la définition des objectifs par rapport à l'état de l'art, ainsi que l'évaluation des incidences économiques ou environnementales;

2° la qualité scientifique, à savoir la contribution du projet de recherche au progrès scientifique en termes d'acquisition de connaissances nouvelles ou d'avancées technologiques agricoles, ainsi que l'adéquation de l'approche en terme d'interdisciplinarité;

3° l'originalité, à savoir le caractère innovant de la proposition;

4° la faisabilité, à savoir la capacité du promoteur et de son unité de recherche à mettre en œuvre le programme de travail avec le budget proposé, et à atteindre les objectifs déterminés dans le délai fixé avec un rapport qualité/coût adéquat.

5° l'intérêt stratégique, à savoir l'adéquation du projet avec les objectifs de la politique agricole régionale en général, et avec les thèmes prioritaires fixés en application de l'article 3;

6° le transfert des résultats, à savoir la mesure dans laquelle les résultats de la recherche sont susceptibles d'être valorisés et appliqués, compte tenu des capacités du tissu agricole wallon et de l'implication réelle du secteur concerné dans le projet.

§ 2. L'Administration pondère les cotes obtenues et établit ainsi un classement provisoire des projets.

§ 3. La méthode de cotation, de pondération et de classement à utiliser par l'Administration est fixée préalablement par le Ministre sur proposition de l'Administration et après avis du Comité d'orientation et d'évaluation de Recherches agronomiques .

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Dans les cas suivants, l'Administration doit proposer une limitation de la subvention à un pourcentage des dépenses réellement effectuées pour le projet de recherche :

1° s'il s'agit d'un projet dont les résultats sont susceptibles d'être directement valorisés économiquement par le secteur concerné;

2° s'il s'agit d'un projet pour lequel une participation financière d'un partenaire extérieur se justifie;

3° s'il s'agit d'un projet dont les activités génèrent des recettes pour les promoteurs concernés.

§ 2. Le financement de la part non couverte par la subvention ne peut pas provenir du budget de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

**Art. 8.** Le classement provisoire, tel que prévu à l'article 6, § 2, est soumis au Comité d'orientation et d'évaluation de Recherches agronomiques qui, après examen, remet un avis et le cas échéant, propose et motive toute modification par rapport au classement provisoire et à la part du financement prise en charge par la Région wallonne.

**Art. 9.** Le classement définitif motivé et les propositions de financement sont soumis par le directeur général au Ministre qui statue sur les demandes.

**Art. 10.** Les propositions de reconduction sont établies par l'administration et sont transmises après avis du Comité d'orientation et d'évaluation, au Ministre pour décision.

CHAPITRE III. — *Procédure d'appels à projets thématiques*

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre peut organiser des appels à projets thématiques pour répondre aux besoins suivants :

- 1° la mise au point des techniques nécessaires à l'exécution des missions de la Direction générale de l'agriculture, particulièrement en matière de politique agricole, de normes et de contrôles;
- 2° le soutien scientifique et technique nécessaire à une initiative prioritaire du Gouvernement;
- 3° la recherche urgente de solutions en réponse à des situations exceptionnelles ou à une demande du Ministre dans le cadre de sa politique.

§ 2. En début d'année budgétaire, le Ministre fixe le pourcentage maximum du budget réservé à la recherche scientifique et technique à finalité agricole qui peut être consacré au financement des appels à projets thématiques visés au § 1<sup>er</sup> du présent article.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Pour chaque appel, le Ministre fixe l'enveloppe maximum qui y sera consacrée.

§ 2. Le projet d'appel est rédigé par l'Administration. Il comprend au minimum un exposé des objectifs, les questions posées, les facteurs à étudier, le mode de présentation des résultats, les délais à respecter, les critères de sélection des projets, et toutes autres conditions utiles ou nécessaires.

§ 3. Cet appel est rendu public et est accessible à toutes les unités de recherche.

§ 4. L'administration vérifie l'adéquation du projet avec les thèmes fixés par le Ministre et transmet à ce dernier, une proposition de classement et de participation financière.

CHAPITRE IV. — *Dispositions communes*

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre peut accorder au démarrage du projet une première tranche d'avances couvrant jusqu'à 40 % du subside octroyé. Une deuxième tranche d'avances de 40 % peut être accordée à mi-parcours, après remise d'un rapport intermédiaire. Le solde est ordonnancé après justification de l'emploi des subsides.

§ 2. En cas d'arrêt anticipé du projet, ou lorsque la totalité de l'avance n'est pas utilisée, la partie non justifiée est remboursée au Ministère de la Région wallonne.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 14.** L'arrêté royal du 29 août 1997 fixant les conditions d'octroi des subsides à la Recherche scientifique et technique à finalité agricole, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2002, l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mars 2003 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 2004, est abrogé.

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2004.

**Art. 16.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 29 avril 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3094

[C - 2004/27167]

**29. APRIL 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung  
zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung von Zuschüssen  
für die wissenschaftliche und technische Forschung mit landwirtschaftlicher Zielsetzung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 3. Juli 2003 zur Schaffung des "Centre wallon de Recherches agronomiques" (wallonisches Zentrum für agronomische Forschung) und des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen;

Aufgrund des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen;

Aufgrund des am 15. Dezember 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 18. Dezember 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 12. Januar 2004;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der 30 Tage nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 5. April 2004 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 36.718/4;

Auf vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Tragweite und Begriffsbestimmungen*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

2° Verwaltung: die Direktion der Forschung der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° Generaldirektor: Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° Forschungseinheit: Forschungseinheit einer universitären Fakultät oder einer Hochschule, die Hochschulunterricht langer Studiendauer erteilen, oder öffentliches oder privates Forschungszentrum, das Forschung mit landwirtschaftlicher Zielsetzung betreibt;

5° Entwicklung: die Tätigkeit, die darin besteht, die Erzeugnisse, Verfahren oder Dienstleistungen, die aus einer Forschungstätigkeit, die konkrete Ergebnisse geliefert hat, hervorgegangen sind, wesentlich zu entwickeln und zu verbessern, sie zu nutzen und sie zu verbreiten, einschließlich der Pilotprojekte und der Demonstrationsprojekte.

**Art. 2** - Der Minister ist befugt, im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel Zuschüsse für die Forschung mit landwirtschaftlicher Zielsetzung zu gewähren, sei es um die Initiativen der Forschungseinheiten zu unterstützen, oder um den Anstoß zu Forschungsarbeiten mit landwirtschaftlicher Zielsetzung zu geben, die notwendig sind, um die regionale Agrarpolitik zu fördern.

#### KAPITEL II — Verfahren zur Unterstützung von Initiativen der Forschungseinheiten

**Art. 3** - Auf Vorschlag des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen bestimmt der Minister die Themen, die für die Gewährung von Zuschüssen als vorrangig betrachtet werden.

**Art. 4** - Damit ein Antrag auf Bezuschussung als zulässig anerkannt werden kann, müssen folgende Bedingungen erfüllt sein:

1° das eingereichte Projekt muss aus einem Vorschlag zur Grundlagenforschung oder zur angewandten Forschung bestehen, ausschließlich aller Entwicklungs-, Betreuungs- oder Beratungsprojekte;

2° das Projekt muss in den Zuständigkeitsbereich fallen, der dem Minister auf dem Gebiet der Landwirtschaft übertragen worden ist;

3° der Antrag muss von einer Forschungseinheit eingereicht werden, die ihren Sitz in der Wallonischen Region hat. Ist dies nicht der Fall, so kann der Forschungsvorschlag gefördert werden, wenn seine voraussichtlichen Auswirkungen für den Sektor der Landwirtschaft oder der landwirtschaftlichen Nahrungsmittel oder aber für die Beschäftigung in der Wallonischen Region von entscheidendem Nutzen sind;

4° Der Antrag muss bei der Verwaltung anhand eines Antragsformulars eingereicht werden, dessen Modell sie festlegt;

5° der Antrag muss spätestens am 30. November des Jahres vor dem Haushaltsjahr, zu Lasten dessen der Zuschuss gewährt wird, eingereicht werden.

**Art. 5** - Nachdem die Verwaltung die Zulässigkeit der Anträge geprüft hat, teilt sie den Antragstellern, die einen unzulässigen Antrag eingereicht haben, ihren Weigerungsbeschluss sowie dessen Begründung mit.

**Art. 6** - § 1. Die Verwaltung beurteilt und bewertet die zulässigen Anträge auf der Grundlage der nachstehend angeführten Kriterien:

1° die Qualität des Vorschlags, d.h. die Qualität des Arbeitsprogramms und die Bestimmung der Zielsetzungen im Vergleich zum aktuellen Stand der Kenntnisse sowie die Bewertung der wirtschaftlichen und umweltbezogenen Auswirkungen;

2° die wissenschaftliche Qualität, d.h. der Beitrag des Forschungsprojekts zu dem wissenschaftlichen Fortschritt im Bezug auf die Aneignung neuer Kenntnisse oder den Fortschritt auf dem Gebiet der landwirtschaftlichen Technologien sowie die Angemessenheit der Vorgehensweise auf fachübergreifender Ebene;

3° die Originalität, d.h. der innovative Charakter des Vorschlags;

4° die Durchführbarkeit, d.h. die Fähigkeit des Projektautors und seiner Forschungseinheit, das Arbeitsprogramm mit den vorgeschlagenen Haushaltsmitteln umzusetzen und die gesteckten Ziele innerhalb der festgelegten Frist in einem angemessenen Qualität/Kosten-Verhältnis zu erreichen;

5° das strategische Interesse, d.h. die Angemessenheit des Projekts mit den Zielen der regionalen Agrarpolitik allgemein und mit den in Anwendung von Artikel 3 festgelegten vorrangig behandelten Themen;

6° die Umsetzung der Ergebnisse, d.h. die Feststellung, inwieweit die Forschungsergebnisse aufgewertet und angewandt werden können, unter Berücksichtigung der wallonischen Agrarstruktur und der tatsächlichen Beteiligung des betreffenden Sektors an dem Projekt;

§ 2. Die Verwaltung führt unter den erteilten Bewertungen eine Gewichtung durch und stuft die Projekte provisorisch in eine Rangordnung ein.

§ 3. Die von der Verwaltung anzuwendenden Methoden zur Vergabe von Bewertungen, zur Gewichtung und zur Einstufung werden vorab von dem Minister auf Vorschlag der Verwaltung und nach Abgabe eines Gutachtens des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen bestimmt.

**Art. 7** - § 1. In den folgenden Fällen muss die Verwaltung eine Begrenzung des Zuschusses auf einen Prozentsatz der für das Forschungsprojekt tatsächlich entstandenen Ausgaben vorschlagen:

1° falls es sich um ein Projekt handelt, dessen Ergebnisse durch den betreffenden Sektor direkt auf wirtschaftlicher Ebene gewinnbringend angewandt werden können;

2° falls es sich um ein Projekt handelt, für das eine finanzielle Beteiligung eines außenstehenden Partners gerechtfertigt ist;

3° falls es sich um ein Projekt handelt, dessen Aktivitäten Einnahmen für die betreffenden Projektautoren verursachen.

§ 2. Die Finanzierung des Anteils, der nicht von dem Zuschuss abgedeckt wird, darf nicht aus dem Haushalt der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region stammen.

**Art. 8** - Die in Artikel 6, § 2 erwähnte provisorische Einstufung wird dem Orientierungs- und Bewertungsausschuss für agronomische Forschungen unterbreitet, der nach eingehender Prüfung ein Gutachten abgibt und ggf. Abänderungen dieser provisorischen Einstufung und des von der Wallonischen Region übernommenen Anteils der Finanzierung vorschlägt und begründet.

**Art. 9** - Der Generaldirektor unterbreitet dem Minister, der über die Anträge beschließt, die endgültige Einstufung und deren Begründung sowie die Finanzierungsvorschläge.

**Art. 10** - Die Vorschläge zur Verlängerung der Einstufung werden von der Verwaltung ausgearbeitet und dem Minister auf der Grundlage eines Gutachtens des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen zur Genehmigung vorgelegt.

#### KAPITEL III — Verfahren zum Aufruf an die Bewerber für themenspezifische Projekte

**Art. 11** - § 1. Der Minister ist befugt, Verfahren zum Aufruf an die Bewerber für themenspezifische Projekte durchzuführen, um folgenden Bedürfnissen zu begegnen:

1° die Ausarbeitung von Techniken, die bei der Ausführung der Aufgaben der Generaldirektion der Landwirtschaft notwendig sind, insbesondere auf dem Gebiet der Agrarpolitik, der Normen und der Kontrollverfahren;

2° die im Rahmen einer prioritären Initiative der Regierung notwendige wissenschaftliche und technische Unterstützung;

3° die dringende Suche nach Lösungen bei außergewöhnlichen Situationen oder bei einer Anfrage des Ministers im Rahmen seiner Politik.

§ 2. Zu Beginn eines Haushaltsjahres legt der Minister einen maximalen Prozentsatz des für die wissenschaftliche und technische Forschung mit landwirtschaftlicher Zielsetzung vorgesehenen Haushalts fest, der für die Finanzierung der in § 1 angeführten Aufrufe an die Bewerber für themenspezifische Projekte verwendet werden darf.

**Art. 12** - § 1. Für jeden Aufruf legt der Minister einen diesbezüglichen Höchstbetrag fest.

§ 2. Der Entwurf eines Aufrufs wird von der Verwaltung ausgearbeitet. Er umfasst wenigstens eine Erläuterung der Zielsetzungen, die Fragestellungen, die zu erforschenden Faktoren, die Art der Darlegung der Ergebnisse, die einzuhaltenden Fristen, die Kriterien für die Auswahl der Projekte und alle sonstigen zweckdienlichen oder notwendigen Bedingungen.

§ 3. Dieser Aufruf wird veröffentlicht und allen Forschungseinheiten zugänglich gemacht.

§ 4. Die Verwaltung prüft, ob das Projekt mit den durch den Minister festgelegten Themen übereinstimmt und übermittelt diesem einen Vorschlag zur Einstufung und zur finanziellen Beteiligung.

#### KAPITEL IV — Gemeinsame Bestimmungen

**Art. 13** - § 1. Der Minister ist befugt, bei der Anlaufphase des Projekts einen ersten Teilbetrag als Vorauszahlung zu gewähren, der bis zu 40% des bewilligten Zuschusses ausmachen darf. Ein weiterer Teilbetrag von 40% kann gewährt werden, wenn das Projekt zur Hälfte abgeschlossen ist und nachdem ein Zwischenbericht eingereicht wurde. Der Saldo wird zur Zahlung angeordnet, nachdem die Aufwendung der Zuschüsse gerechtfertigt worden ist.

§ 2. Bei einer frühzeitigen Einstellung des Projekts oder wenn die Vorauszahlung nicht vollständig aufgebraucht wurde, wird der Teilbetrag, für den keine Verwendung gerechtfertigt wurde, an das Ministerium der Wallonischen Region zurückgezahlt.

#### KAPITEL V — Abschluss- und Übergangsbestimmungen

**Art. 14** - Der Königliche Erlass vom 29. August 1997 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährungen von Zuschüssen für die wissenschaftliche und technische Forschung mit landwirtschaftlicher Zielsetzung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2002, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2003 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. April 2004 wird aufgehoben.

**Art. 15** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juli 2004 wirksam.

**Art. 16** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 29. April 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3094

[C - 2004/27167]

**29 APRIL 2004. — Besluit van de Waalse Regering  
tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies  
voor het wetenschappelijk en technisch onderzoek met landbouwkundige finaliteit**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 3 juli 2003 tot oprichting van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek) en van een Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek;

Gelet op het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 december 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 december 2003;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale Overheid d.d. 12 januari 2004;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 18 december 2003 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens een maand;

Gelet op het advies 36.718/4 van de Raad van State gegeven op 5 april 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, § 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Draagwijdte en definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° Minister : de Minister bevoegd voor Landbouw;

2° Bestuur : de Directie Onderzoek van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° directeur-generaal : de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° onderzoekseenheid : een onderzoekseenheid van een universitaire faculteit of van een hogeschool die een hoger onderwijs van het lange type aanbiedt, ofwel een publiek of privé onderzoekscentrum waar onderzoeken met landbouwkundige finaliteit worden verricht;

5° ontwikkeling : activiteit die erin bestaat producten, procédés of diensten afkomstig uit een onderzoek dat concrete resultaten heeft voortgebracht, uit te werken, substantieel te verbeteren, te exploiteren en te verspreiden, met inbegrip van piloot- en demonstratieprojecten.

**Art. 2.** Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kan de Minister subsidies toekennen aan het onderzoek met landbouwkundige finaliteit, hetzij om de initiatieven van de onderzoekseenheden te ondersteunen, hetzij om onderzoekswerken met landbouwkundige finaliteit, noodzakelijk voor de ondersteuning van het gewestelijke landbouwbeleid, aan te sporen.

#### HOOFDSTUK II. — *Steunprocedure voor initiatieven van onderzoekseenheden*

**Art. 3.** Op voorstel van het Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek, bepaalt de Minister de prioritaire thema's voor de toekenning van subsidies.

**Art. 4.** Om in aanmerking te komen, moet een subsidieaanvraag voldoen aan volgende voorwaarden :

1° het ingediende project moet bestaan in een voorstel van basis- of toegepast onderzoek, met uitzondering van elk ontwikkelings-, begeleidings- of vulgarisatieproject;

2° het project moet ressorteren onder de aan de Minister toegekende landbouwbevoegdheden;

3° de aanvraag moet worden ingediend door een in het Waalse Gewest gevestigde onderzoekseenheid. Zoniet, komt het onderzoeksvoorstel in aanmerking mits zijn voorzienbare gevolgen gunstig zijn voor de Waalse landbouw- of agrovoedingssector of voor de tewerkstelling in het Waalse Gewest;

4° de aanvraag moet worden ingediend bij het bestuur d.m.v. een formulier waarvan het model door laatstgenoemde wordt vastgesteld;

5° de aanvraag moet worden ingediend uiterlijk op 30 november van het jaar vóór het begrotingsjaar ten laste waarvan de subsidie wordt toegekend.

**Art. 5.** Na verificatie van het in aanmerking komen van de aanvragen, notificeert het Bestuur de weigeringen en hun gronden aan de aanvragers die een niet in aanmerking komend project hebben ingediend.

**Art. 6.** § 1. Het Bestuur evalueert en geeft een beoordelingscijfer aan de in aanmerking komende aanvragen op grond van volgende criteria :

1° de kwaliteit van het voorstel, namelijk de kwaliteit van het werkprogramma en de omschrijving van de doelstellingen t.o.v. de state-of-the-art, alsook de evaluatie van de economische of milieueffecten;

2° de wetenschappelijke kwaliteit, namelijk de bijdrage van het onderzoeksproject tot de wetenschappelijke vooruitgang in termen van verwerving van nieuwe kennis of technologische landbouwkundige voortgangen, alsook de adequatie van de aanpak in termen van interdisciplinariteit;

3° de originaliteit, namelijk de innovatieve aard van het voorstel;

4° de haalbaarheid, namelijk de capaciteit van de promotor en van zijn onderzoekseenheid om het werkprogramma uit te voeren met de voorgestelde begroting, en om de vastgestelde doelstellingen te bereiken binnen de gestelde termijn met een gepaste kwaliteit/kosten verhouding;

5° het strategisch belang, namelijk de adequatie van het project met de doelstellingen van het gewestelijke landbouwbeleid in het algemeen en met de overeenkomstig artikel 3 vastgestelde hoofdthema's;

6° de overdracht van de resultaten, namelijk de mate waarin de resultaten van het onderzoek kunnen worden gevaloriseerd en toegepast, rekening houdend met de capaciteiten van het Waalse landbouwsubstraat en met de werkelijke inzet van de bij het project betrokken sector.

§ 2. Het Bestuur weegt de verkregen beoordelingscijfers en op die wijze maakt een voorlopige rangschikking van de projecten op.

§ 3. De door het Bestuur te gebruiken beoordelings-, wegings- en rangschikkingsmethode wordt vooraf vastgesteld door de Minister op voorstel van het Bestuur en na advies van het Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek.

**Art. 7. § 1.** In de volgende gevallen, moet het Bestuur een beperking van de subsidie tot een percentage van de werkelijk gedane uitgaven voor het onderzoeksproject voorstellen :

1° indien het gaat om een project waarvan de resultaten rechtstreeks economisch kunnen worden gevaloriseerd door de betrokken sector;

2° indien het gaat om een project waarvoor een financiële bijdrage van een externe partner verantwoord is;

3° indien het gaat om een project waarvan de activiteiten financieel voordelig zijn voor de betrokken promotors.

§ 2. De financiering van het door de subsidie niet-gedekte gedeelte mag niet voortkomen uit de begroting van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**Art. 8.** De voorlopige rangschikking, zoals bedoeld in artikel 6, § 2, is onderworpen aan het Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek dat, na onderzoek, een advies uitbrengt en in voorkomend geval, elke wijziging t.o.v. de voorlopige rangschikking en het deel van de financiering ten laste van het Waalse Gewest, voorstelt en met redenen omkleedt.

**Art. 9.** De met redenen omklede definitieve rangschikking en de financieringsvoorstellen worden door de directeur-generaal onderworpen aan de Minister die beslist over de aanvragen.

**Art. 10.** De voorstellen tot voortzetting van de subsidie worden opgesteld door het bestuur en na advies van het Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek voorgelegd voor beslissing aan de Minister.

#### HOOFDSTUK III. — *Procedure van oproep tot het indienen van thematische projecten*

**Art. 11. § 1.** De Minister kan oproepen organiseren tot het indienen van thematische projecten om in te spelen op volgende behoeften :

1° het ontwikkelen van de noodzakelijke technieken voor de uitvoering van de opdrachten van het Directoraat-generaal Landbouw, inzonderheid inzake landbouwbeleid, normen en controles;

2° de noodzakelijke wetenschappelijke en technische steun voor een prioritair initiatief van de Regering;

3° het dringend onderzoek naar oplossingen in antwoord op uitzonderlijke situaties of op een verzoek van de Minister in het kader van zijn beleid.

§ 2. In het begin van het begrotingsjaar bepaalt de Minister het maximumpercentage van de begroting bestemd voor het wetenschappelijk en technisch onderzoek met landbouwkundige finaliteit dat kan worden besteed aan de financiering van de in § 1 bedoelde oproepen tot het indienen van thematische projecten.

**Art. 12. § 1.** Voor elke oproep stelt de Minister het daaraan bestede maximum budget vast.

§ 2. Het oproepproject wordt opgesteld door het Bestuur. Het bestaat minstens uit een uiteenzetting van de doelstellingen, de gestelde vragen, de te bestuderen factoren, de voorstellingswijze van de resultaten, de na te leven termijnen, de selectiecriteria van de projecten en alle andere nuttige of noodzakelijke voorwaarden.

§ 3. Die oproep wordt openbaar en toegankelijk gemaakt voor alle onderzoekseenheden.

§ 4. Het bestuur verifieert de adequatie van het project met de door de Minister vastgestelde thema's en legt laatstgenoemde een voorstel tot rangschikking en financiële bijdrage voor.

#### HOOFDSTUK IV. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

**Art. 13. § 1.** Een eerste voorschot tot 40 % van de toegekende subsidie kan door de Minister worden toegekend bij het opstarten van het project. Een tweede schijf ten belope van 40 % kan halverwege worden toegekend, na overlegging van een tussensverslag. Het saldo wordt geordonneerd na verantwoording van het gebruik van de subsidies.

§ 2. In geval van voortijdig stoppen van het project, of als het geheel van het voorschot niet wordt gebruikt, wordt het niet-verantwoorde deel teruggestort aan het Ministerie van het Waalse Gewest.

#### HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 14.** Het koninklijk besluit van 29 augustus 1997 tot vaststelling van de voorwaarden van toekenning van de toelagen voor het wetenschappelijk en technisch onderzoek met landbouwkundige finaliteit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 juni 2002, 13 maart 2003 en 1 april 2004, wordt opgeheven.

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2004.

**Art. 16.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 april 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART